



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-3267

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AMERICA FER exploitant des installations de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et un centre de véhicules hors d'usage à Toulouse (31200), 64 chemin de Fenouillet

N° 0 2 1

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1, L.514-5, R.541-43 et R.543-186 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 modifié, autorisant la société AMERICA FER à exploiter à Toulouse, 64 chemin de Fenouillet, un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage relevant de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées (désormais rubriques n° 2712 et n° 2713) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 modifiant l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 et portant agrément (pour une durée de 6 ans) pour le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, agrément n° PR31 00014 D ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1989 et portant agrément (pour une durée de 6 ans) pour assurer la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage, agrément n° PR31 00014 D ;

Vu la lettre d'actualisation de classement du site du 18 novembre 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 février 2017 suite à la visite d'inspection effectuée le 13 octobre 2016 ;

Considérant que lors de sa visite, l'inspection de l'environnement a constaté que la société AMERICA FER ne respecte pas certaines dispositions du code de l'environnement, des arrêtés ministériels du 31 janvier 2008 et du 26 novembre 2012, et des arrêtés préfectoraux du 6 novembre 1989 et du 26 avril 2013 susvisés ;

Considérant que face à ce constat, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMERICAFER de respecter les dispositions réglementaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} – La société AMERICAFER est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Toulouse (31200), 64 chemin de Fenouillet, de respecter les dispositions suivantes, dans les délais mentionnés à compter de la notification du présent arrêté, ainsi qu'il suit :

- dans le délai de 10 jours, cesser les vidanges des bouteilles de gaz et des réservoirs à carburant de type GPL récupérés sur site et procéder, dans le délai de 3 mois, à leur évacuation vers les filières de traitement dûment autorisées (point 3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, stocker les déchets et produits liquides dangereux sur des dispositifs de rétention et à couvert (point 4.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 et article 41-III de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisés) ;
- dans le délai de 3 mois, assurer pour toutes les eaux de surface susceptibles d'être polluées un traitement compatible avec les conditions réglementaires de rejet au milieu naturel et aménager un dispositif de rejet permettant d'effectuer les prélèvements des effluents (points 4.1 et 4.2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, cesser les exportations de pots catalytiques usagés sans recourir à une procédure de notification avec consentement préalable de transferts transfrontaliers de déchets conformément au règlement européen 1013/2006 (point 5.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, procéder au tri des extincteurs en distinguant les extincteurs en service vérifiés, les extincteurs à vérifier et ceux à mettre au rebut. L'ensemble des extincteurs conservés sur site devront avoir un contrôle réglementaire d'un an au maximum et être dûment signalés. Les extincteurs mis au rebut seront à évacuer, dans le délai de 3 mois, dans une filière de traitement autorisée (points 6.1.3 et 6.1.6 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, cesser l'empilement de véhicules hors d'usage (VHU) dépollués à une hauteur supérieure à 3 mètres ainsi que l'empilement de VHU non dépollués (point 7.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 et article 41-I et III de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisés) ;
- dans le délai de 10 jours, afficher de façon lisible, à l'entrée de l'installation, la date de fin de validité de l'agrément VHU (article 3 de l'arrêté du 26 avril 2013 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, cesser l'activité de brûlage de déchets et recourir à un traitement des déchets dans les filières dûment autorisées (point 3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 6 novembre 1989 et article 45 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisés) ;

- dans le délai de 1 mois, faire procéder à l'analyse des rejets aqueux (article 33 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, stocker les batteries usagées dans des récipients étanches placés sur rétention et à couvert (article 41-III de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé) ;
- dans le délai de 1 mois, procéder à la dépollution complète des VHU préalablement aux opérations de démontage et de compactage (paragraphe 1° du cahier des charges joint à l'agrément n° PR 31 00014 D de l'arrêté du 26 avril 2013 et article 42 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisés) ;
- dans le délai de 1 mois, établir et tenir à jour un registre déchet (article R.541-43 du code de l'environnement et article 44 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisés) ;
- au plus tard le 31 mars 2017, procéder à la déclaration informatisée des émissions polluantes 2016 pour tous les flux de nature de déchets (code européen du déchet) (article 4-III de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé) ;
- dans le délai de 10 jours, stocker les déchets d'équipements électriques et électroniques de manière à ne pas compromettre leur valorisation ainsi qu'en assurer le confinement des substances dangereuses (article R.543-186 du code de l'environnement susvisé).

Art. 2 – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société AMERICAFER.

Art. 4 – Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 5 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMERICAFER.

Fait à Toulouse, le - 6 MAR. 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane DAGUIN



